



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quinzième session
Rome, 22-23 avril 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA RÉGION DE
NOUBARIA OUEST**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
ACTIVITÉS EN COURS EN ÉGYPTÉ	iv
CARTE DE LA ZONE DU PROJET	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés des projets du FIDA	3
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Égypte	3
DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET	5
A. La zone du projet et le groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement du projet	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	11
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Caractéristiques novatrices	13
TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	14
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROJET)	5
V. SUMMARY COST AND FINANCING TABLES (TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES COÛTS ET DU FINANCEMENT)	6
VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	7
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	livre égyptienne (EGP)
1,00 USD	=	4,25 EGP
1,00 EGP	=	0,24 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique
1 feddan (Fd) = 0,42 hectare (ha)

SIGLES ET ACRONYMES

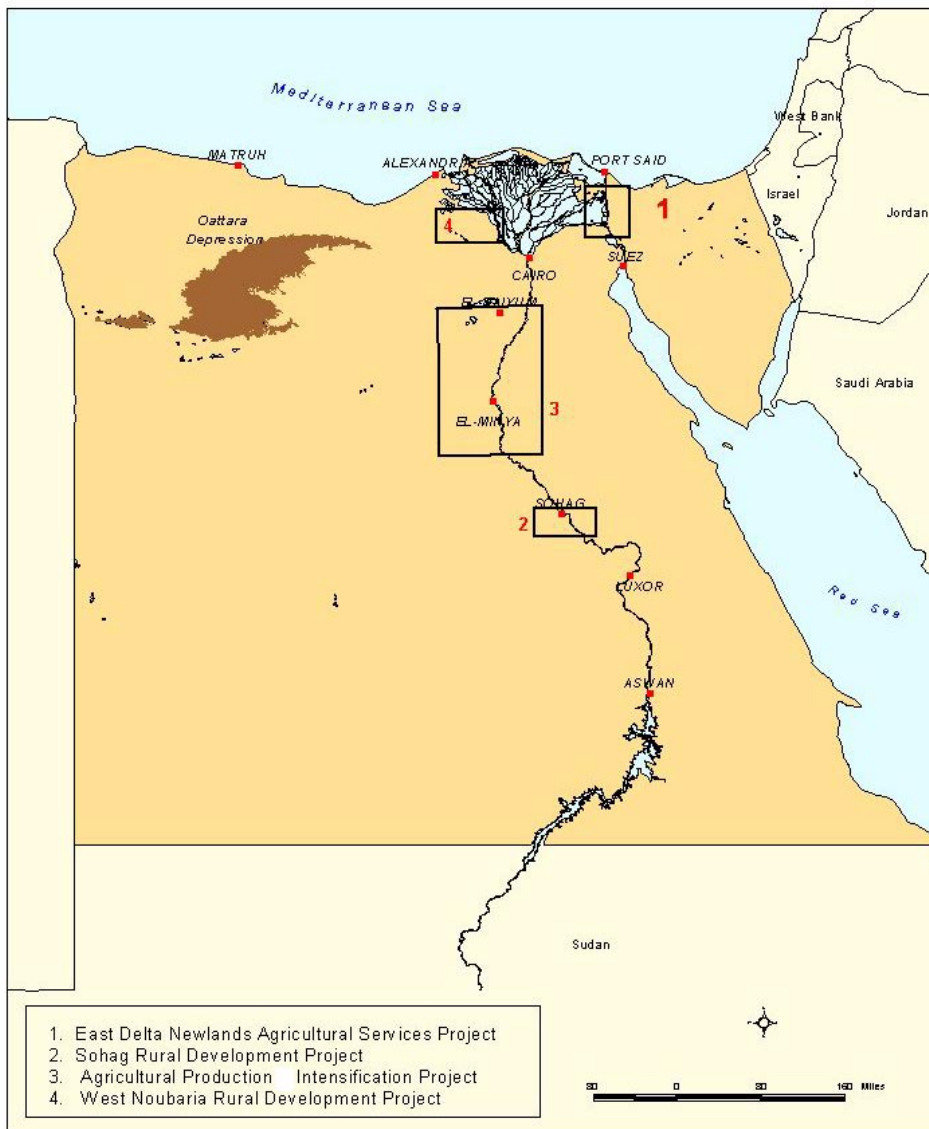
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
CDI	Conversion de la dette italienne
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PTBA	Programme plan de travail et budget annuel
UGP	Unité de gestion du projet
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

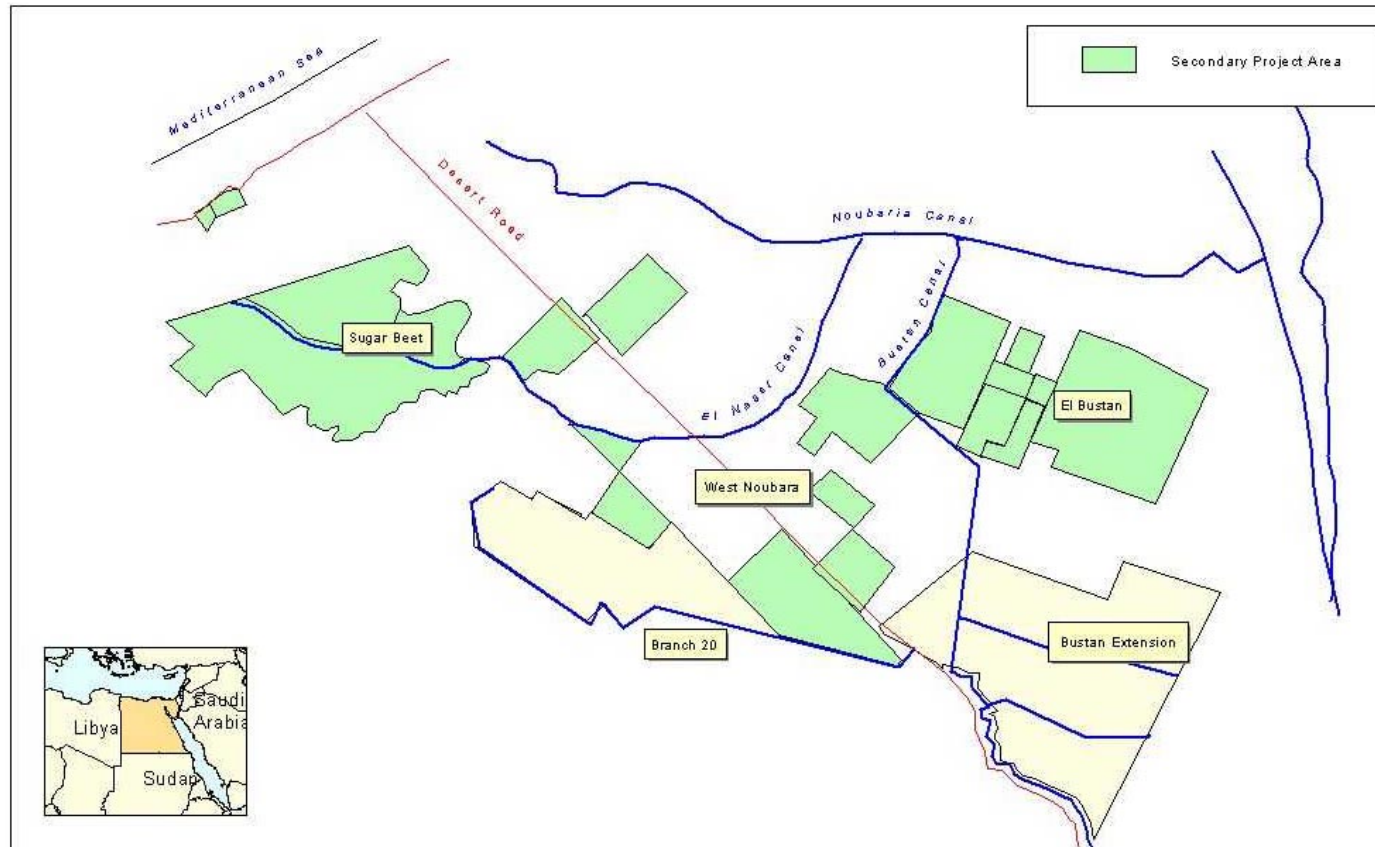
ACTIVITÉS EN COURS EN ÉGYPTE



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION NOUBARIA OUEST

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République arabe d'Égypte
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres
COÛT TOTAL DU PROJET:	54,75 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	14,60 millions de DTS (équivalent approximativement à 18,48 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt équivalent à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
COFINANCEURS	Mécanisme italien de conversion de la dette (ICD) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
MONTANT DU COFINANCEMENT:	MICD: 30,13 millions de USD FAO: 400 000 USD (par l'intermédiaire du Programme de coopération technique)
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,54 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	200 000 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le principal groupe cible du projet comprend quelque 16 780 familles de petits exploitants. Il s'agit de métayers des “vieilles terres”, qui ont été privés de leur statut officiel d'occupation et viennent de recevoir en dédommagement des exploitations d'un hectare dans les “nouvelles terres”, zones désertiques récemment mises en valeur. Le groupe cible secondaire comprend environ 19 400 ménages, formés de petits exploitants et de jeunes au chômage, qui se sont installés avant 1996 sur des exploitations de deux hectares conquises sur le désert.

Pourquoi sont-ils pauvres? Les groupes sociaux constitués par les petits exploitants/chômeurs installés dans les nouvelles terres ont été sélectionnés parce qu'ils sont pauvres et ne possèdent pas de terres et que leur pauvreté les suit dans les zones de réinstallation. Le principal groupe cible est démuné car ses membres ont été privés de leurs anciens moyens de subsistance, ils ont dû se défaire de leur bétail et de leurs autres biens et doivent engager des dépenses supplémentaires pour mener à bien cette phase de transition. Dans certains cas, ils n'ont pas pu emmener leur famille et doivent subvenir aux besoins de deux foyers pendant leur installation. Dans le pire des cas, les familles des premiers colons sont pratiquement sans ressources. Par ailleurs, ces colons souffrent du manque de logements convenables et de services sociaux de base, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les membres du groupe cible secondaire sont démunis parce qu'ils sont relativement jeunes et entrent dans l'âge adulte sans avoir eu auparavant un véritable emploi, un revenu, ou une expérience en matière d'agriculture. Leur pauvreté s'atténue avec le temps à mesure que la productivité agricole augmente et qu'ils peuvent davantage compter sur le développement économique et la création d'emplois dans les villages qui sont établis depuis plus longtemps. Cependant, la pauvreté persiste et s'aggrave dans les nouvelles terres sous l'effet conjugué de diverses contraintes: la petite taille des exploitations, la faible aptitude initiale des sols, la méconnaissance des techniques de culture en zone aride, le coût de la vie et les frais de fonctionnement élevés, les problèmes posés par la commercialisation des produits, l'absence d'équipements sociaux et la rareté des services et du crédit.

Que leur apportera le projet? Dans la principale zone du projet, les logements et les équipements sociaux seront améliorés et les technologies remarquables mises au point et adaptées par le système de recherche agronomique égyptien au cours des cinquante dernières années seront mises à la disposition des colons des vieilles terres, qui connaissent mal l'aridoculture. Dans les zones du projet principale et secondaire, l'adoption de meilleures pratiques de gestion des eaux dans les exploitations sera favorisée. Le projet encouragera les bénéficiaires à créer des petites ou moyennes entreprises de production et de commercialisation agricoles et à accueillir les services et les équipements commerciaux dont les nouvelles communautés auront besoin pour devenir viables et autonomes. Il assurera la vulgarisation et l'information en matière de commercialisation et apportera dans ce domaine quelques améliorations aux infrastructures. Il facilitera le développement à long terme d'un système financier viable, tout en répondant aux besoins immédiats concernant la production agricole et le financement des petites et moyennes entreprises.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? On aidera les communautés à appliquer la méthodologie de Shorouk pour énoncer et classer par ordre de priorité leurs besoins concernant les investissements sociaux et les activités rémunératrices et pour garantir leur participation à la mise en œuvre, l'exploitation et l'entretien des services souhaités. On assurera l'animation et la formation des organisations villageoises pour qu'elles puissent se structurer et avoir des interactions avec les autres fournisseurs de services dans le domaine du financement rural et de la commercialisation, en vue de servir les intérêts de leurs membres.



Importance du projet et cofinancement. Le coût total du projet est estimé à 54,75 millions de USD (243,16 millions de EGP) sur sept ans. Son coût de base s'élève à 51,35 millions de USD, les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers étant estimées à 1,13 million de USD et 2,27 millions de USD, respectivement. Le financement du FIDA se chiffrera à 18,48 millions de USD, soit 33,8% du coût total du projet. Les fonds dégagés grâce à la conversion de la dette envers l'Italie (CDI) s'élèveront à 30,13 millions de USD (55,0%). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) apportera 400 000 USD (0,7%) sous forme d'assistance technique. La contribution du Programme alimentaire mondial (PAM) comprendra la mise en place et l'exploitation du système de distribution des rations alimentaires. Le gouvernement apportera 5,54 millions de USD (10,1%) et les bénéficiaires 200 000 USD, soit 0,4% du coût total du projet.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE
POUR
LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA RÉGION DE NOUBARIA OUEST

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République arabe d'Égypte d'un montant de 14,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,48 millions de USD) à des conditions intermédiaires, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural dans le Noubaria Ouest. Le prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en qualité d'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'Égypte, qui compte la population la plus nombreuse de la région du Moyen-Orient, est sur le plan économique le deuxième pays du Moyen-Orient. D'après le recensement de 2000, sa population est estimée à 65 millions d'habitants. Quatre-vingt quinze pour cent des Égyptiens vivent sur 4% des terres seulement. L'accroissement démographique annuel, qui n'a cessé de baisser ces dernières années, est maintenant inférieur à 2%.

2. Vers le milieu des années 80, le Gouvernement égyptien a engagé des réformes par le biais de politiques visant à abandonner une économie quasiment planifiée au profit d'une économie ouverte, orientée vers le marché. Les effets de l'application progressive d'un ensemble pertinent de politiques budgétaires et monétaires ont commencé à se faire sentir dans de nombreuses activités publiques. En 1999, le déficit budgétaire s'est établi à 4% du produit intérieur brut (PIB): s'il n'y avait pas eu la chute des prix du pétrole et l'effondrement des recettes du tourisme par suite des actes de terrorisme, ce déficit n'aurait pas dépassé 1% du PIB. Bien que le gouvernement ait ramené le taux de croissance réelle du PIB estimatif pour 1996-2000 à environ 5%, ce chiffre représente encore une augmentation importante par rapport aux 2% de 1994. D'après les prévisions pour 2001-2005, le taux de croissance du PIB serait d'environ 6%. Le PIB par habitant est passé de 1 050 USD en 1994-95 à environ 1 500 USD en 2000.

3. Le taux d'inflation, mesuré d'après l'indice des prix à la consommation, a été ramené de 16% en 1995 à 3% en 2000. Les recettes d'exportation pour 1999/2000 ont été estimées par la Banque centrale à 6,4 milliards de USD et les importations à 17,9 milliards de USD, tandis que le déficit global des comptes d'opérations courantes était évalué à 1,2 milliard de USD. L'Égypte possède des réserves de

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



devises suffisantes estimées à plus de 14 milliards de USD, sa dette extérieure totale étant d'environ 32 milliards de USD (données de 1999). D'après les chiffres de la Banque centrale, la main-d'œuvre totale compte près de 18 millions de personnes, dont environ 8% de chômeurs.

4. L'agriculture est un élément essentiel de la structure sociale de l'Égypte et des moyens de subsistance des ménages ruraux. En 1998/99, malgré la croissance plus rapide enregistrée dans les autres secteurs de l'économie, l'agriculture a assuré 17% du PIB et a contribué pour 29% à l'emploi et pour 20% aux exportations de produits, principalement coton, riz, pommes de terre et fruits. Pendant les deux dernières décennies, plusieurs moyens d'action déterminants ont donné de très bons résultats, notamment la libéralisation des prix des intrants/produits et la suppression du système d'utilisation du sol imposé par l'État, parallèlement aux mesures visant à accroître la productivité des facteurs de production. Le taux de croissance annuel moyen de la production agricole a été porté de 2,8% dans les années 80 à 3% dans les années 90. De 1995 à 2000, le PIB agricole a progressé régulièrement d'environ 8% par an en valeur nominale. La superficie cultivée par habitant, l'une des plus faibles du monde, est actuellement de quelque 0,13 feddan (fd) (0,005 ha).

5. La situation agricole est exceptionnelle, voire unique en son genre. Le manque de pluie est compensé par les abondantes disponibilités d'eau venant du Nil (environ 55 milliards de m³ par an). Les terres arables (8 millions de fd) ne représentent que 3% de la superficie totale du pays. Environ 70% de ces terres sont des "vieilles terres" de la vallée et du delta, les 30% restants étant des zones désertiques qui ont été bonifiées ("nouvelles terres"). Les systèmes d'irrigation par submersion prédominent dans l'ensemble du pays. Une énorme pression est exercée sur la terre, les exploitations moyennes étant inférieures à 2 fd (0,84 ha) dans la plupart des régions. Depuis une cinquantaine d'années, la superficie cultivée par habitant a diminué, passant de 0,3 fd à 0,13 fd. On compte environ 3,5 millions d'exploitations individuelles cultivées, de taille réduite. La moitié d'entre elles a une superficie inférieure ou égale à 1 fd, et l'ensemble des exploitations de 84% des agriculteurs ne représente que 50% de la superficie cultivée. Celles qui appartiennent aux agriculteurs couvrent plus de 65% de l'ensemble des terres cultivées. Les modifications apportées aux lois sur la location et la propriété foncières en 1992 et 1998 ont donné aux propriétaires fonciers les pleins pouvoirs pour résilier les contrats passés avec les fermiers et les métayers. Ces changements ont entraîné le déplacement de nombreuses familles d'agriculteurs, qui forment maintenant un groupe important parmi les colons installés sur les nouvelles terres, y compris dans la zone du projet envisagé.

6. Grâce à la bonification des nouvelles terres, la superficie totale des terres arables a augmenté d'environ 2,5 millions de feddans. La productivité agricole des nouvelles terres mises en valeur depuis les années 70 ne progresse que lentement dans le cadre des systèmes de production paysans, et il est probable qu'il faudra beaucoup de temps pour atteindre un niveau de productivité équivalant à ceux des sols limoneux de vallée et du delta du Nil. Les rendements agricoles sont nettement inférieurs et l'économie rurale est moins favorable que dans les vieilles terres. Dans l'ensemble du pays, les rendements agricoles n'ont cessé d'augmenter depuis 1987, de 2% en moyenne par an, en particulier ceux du blé, de maïs, de la canne à sucre et des légumes, grâce à l'amélioration de la gestion de l'eau et du drainage, à la mise à disposition de nouvelles variétés ayant un rendement plus élevé et à l'utilisation plus répandue des intrants. À l'échelle du pays, les rendements agricoles sont en règle générale parmi les meilleurs du monde. Les taux d'exploitation sont très élevés, atteignant environ 180% pour l'ensemble du pays, jusqu'à 230% dans les vieilles terres et plus de 150% dans les nouvelles terres.

7. La production animale fait partie intégrante du système agricole égyptien type, complétant la production agricole, et contribuant directement au revenu agricole et à la sécurité alimentaire des ménages. Contrairement à la production végétale qui s'est améliorée, le sous-secteur de l'élevage a obtenu de moins bons résultats juste après la suppression de l'appui de l'État, qui comportait des subventions aux produits d'affouragement, la limitation des importations et des mesures d'incitation pour les projets. Ce sous-secteur redémarre maintenant et sa rentabilité augmente.



B. Enseignements tirés des projets du FIDA²

8. Les principaux enseignements tirés des opérations du FIDA menées pendant les deux dernières décennies peuvent être récapitulés comme suit:

- a) **Complexité des projets.** Du fait des contraintes imposées par le système bureaucratique et des difficultés de coordination entre ministères et entre institutions, il apparaît que la conception des projets doit être simple et qu'ils doivent avoir des objectifs clairs, des dispositifs de ciblage efficaces, une délimitation géographique précise et des procédures et responsabilités bien définies en matière d'exécution;
- b) **Gestion participative de l'irrigation.** Les paysans savent qu'une alimentation en eau fiable et régulière est le principal facteur déterminant du succès de l'exploitation agricole et ils se rendent de plus en plus compte que les associations d'irrigants sont indispensables et peuvent être efficaces pour défendre leurs droits et gérer l'irrigation. Les projets doivent tirer parti des associations d'irrigants et des groupements participatifs analogues, en tant qu'agents d'exécution des activités et de démarginalisation.
- c) **Crédit.** Les projets peuvent jouer un rôle catalyseur et novateur dans l'octroi du crédit. Les modalités de participation des institutions et des intermédiaires financiers doivent garantir leur engagement sans réserve et à long terme. Les contrats doivent être fermes, et les avantages financiers des initiatives futures pour les institutions offrant du crédit doivent être suffisants.
- d) **Problématique hommes-femmes et développement.** Du fait des particularités culturelles des communautés des nouvelles terres, la prestation des services de vulgarisation, de formation et autres doit être suffisamment souple pour que les femmes en profitent réellement et participent aux activités du projet, dans des groupes mixtes ou séparés, selon la situation et les croyances locales.
- e) **Approche diversifiée.** Il est peu probable que la production agricole assure à elle seule des revenus suffisants aux ménages et favorise un développement économique plus général dans des zones d'installation. Il faut s'attacher à encourager les entreprises hors exploitation, non agricoles et de services, qui peuvent contribuer à optimiser les perspectives d'emploi, les gains et la création d'activités commerciales, et à réduire les problèmes de commercialisation.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Égypte

9. **Politique nationale de lutte contre la pauvreté de l'Égypte.** En appliquant des seuils de pauvreté de référence établis à 260 EGP et à 203 EGP par ménage et par mois pour les zones urbaines et rurales respectivement, on a estimé en 1998 que 27% de la population, soit près de 16 millions de personnes, vivaient dans la pauvreté. Les deux tiers environ des pauvres (et les trois quarts de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême) sont des ruraux. D'après le recensement du *Rapport sur le développement humain: Égypte*, la fréquence de la pauvreté a été estimée en 1995/96 à 34% dans les gouvernorats urbains tandis que, dans les gouvernorats ruraux, elle variait entre 48% en Basse Égypte et 60% en Haute Égypte. On estime que la pauvreté est nettement plus profonde dans les campagnes de Haute Égypte.

² Voir l'appendice II pour plus d'informations.



10. L'étude la plus récente, Évaluation participative égyptienne de la pauvreté, qui a été conduite conjointement par le Fonds social égyptien de développement et le Département du développement international (Royaume-Uni), révèle que les démunis considèrent que la pauvreté ne se limite pas au simple dénuement financier. Elle a également des répercussions sur la situation sociale, sur le contrôle exercé sur les biens tels que les terres et l'accès au logement, à la santé et à l'éducation, ainsi que sur l'aptitude à s'assurer des moyens de subsistance sûrs. Les Égyptiens démunis ont le sentiment que la pauvreté se perpétue indéfiniment.

11. De plus, en Égypte (comme ailleurs au Proche-Orient et en Afrique du Nord), il existe une corrélation négative entre la pauvreté et la taille des exploitations et une corrélation positive avec la taille de la famille, le rapport inactifs/actifs (par exemple, le nombre d'enfants ou de personnes âgées de la famille) et l'emploi. Les travailleurs salariés et les non-agriculteurs sont sensiblement plus pauvres que les exploitants ou les cultivateurs. La pauvreté est beaucoup plus répandue parmi les ménages dirigés par une femme. Le revenu de ces derniers, qui représentent près de 20% de l'ensemble des ménages, n'atteint de manière générale que la moitié de celui des familles dirigées par un homme.

12. Selon la dernière réunion du Groupe consultatif pour l'Égypte (4-6 février 2002), les perspectives de réalisation des objectifs de développement international pour 2015 sont bonnes. Cependant, deux points doivent retenir particulièrement l'attention: a) la réduction de moitié du nombre d'enfants souffrant de malnutrition et b) l'amélioration de l'équité entre hommes et femmes et de la démarginalisation des femmes.

13. L'objectif global du gouvernement, tel qu'il est énoncé dans le plan sur vingt ans pour la période 1997-2017, est d'atteindre sous l'impulsion du secteur privé un taux de croissance de 7 à 7,5%, ce qui créera des possibilités d'emploi durables et réduira la fréquence de la pauvreté.

14. **Activités d'élimination de la pauvreté menées par les autres donateurs.** On peut considérer que la stratégie du Gouvernement italien concernant l'utilisation des fonds dégagés par la conversion de la dette envers l'Italie (CDI) est essentiellement de compléter et d'étayer les efforts déployés par le Gouvernement égyptien pour mettre en œuvre la vision exprimée dans le plan sur 20 ans. La principale préoccupation de *Cooperazione italiana* est de garantir que la sélection des projets approuvés en vue d'un financement reposant sur les échanges de créances est bien équilibrée quant à leur emplacement et à leur montant et est légitime compte tenu de leur contribution à la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et le développement social.

15. **Stratégie du FIDA en Égypte.** L'exposé des options et stratégies d'intervention par pays de novembre 2000 (qui sera soumis en même temps que le présent rapport) fait le point sur la nouvelle stratégie du Fonds, qui vise à créer un effet de synergie entre la spécificité du FIDA et le cadre national de planification et de mise en œuvre du Gouvernement égyptien en matière de lutte contre la pauvreté rurale et de progrès social. C'est dans cette optique que le projet envisagé a été conçu. Il mettra à profit les réalisations antérieures en consolidant les résultats obtenus et en remédiant aux carences et aux contraintes de son prédécesseur. Pendant le projet précédent, les améliorations apportées dans le secteur social, parallèlement aux investissements en faveur des moyens de production et des entreprises, ont indéniablement amélioré les conditions de vie des colons en général et des femmes en particulier. Par ailleurs, la nette amélioration de la qualité de la vie a accentué les avantages liés à l'accroissement de la production agricole, augmenté les chances d'établir des zones d'installation permanentes et offert de réelles possibilités de développement durable et de démarginalisation des femmes. Plusieurs carences doivent être surmontées: l'absence de participation vaste et concrète des bénéficiaires par l'intermédiaire des organisations locales et des organisations non gouvernementales (ONG); l'importance insuffisante accordée à la diversification des revenus qui ont un élément important de la stratégie du projet, permettant d'atténuer les effets préjudiciables des facteurs de commercialisation et offrant d'autres possibilités de revenu supplémentaire aux familles;

enfin, l'insuffisance des efforts déployés pour travailler en coordination avec les interventions en cours des autres donateurs (projet de formation concertée et développement de l'Organisation internationale du travail (OIT)/Agence danoise de développement international (DANIDA) (visant essentiellement les femmes), projet de développement du secteur alimentaire de l'Union européenne et initiative du Gouvernement néerlandais visant à promouvoir la gestion participative de l'eau) et en tirer des enseignements.

DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET

A. La zone du projet et le groupe cible

16. La principale zone du projet couvre environ 56 000 fd (23 520 ha) et comprend les deux zones de bonification de la région de Noubaria: l'Élargissement de Bustan - 27 810 fd (11 680 ha) - et la Section 20, 28 190 fd (11 840 ha). Ces zones sont situées de chaque côté de la route du désert Le Caire-Alexandrie à environ 90 km au sud d'Alexandrie. Il s'agit des dernières nouvelles terres de cette région d'Égypte, qui conquises sur le désert occidental, seront exploitées et colonisées. Les colons de ces zones ayant besoin d'un soutien permanent, en particulier pour l'octroi de crédit, le développement des entreprises et les services relatifs à la commercialisation, il a été proposé que les activités pertinentes du projet envisagé soient conçues de manière à desservir également la zone couverte par le précédent projet de services agricoles pour les nouvelles terres, qui constituera donc la zone du projet secondaire.

17. La population cible de la principale zone du projet, qui comprend 16 780 ménages vivant dans 19 villages, est formée de paysans déplacés venant des vieilles terres (66%) et de nouveaux colons (34%). Celle de la zone du projet secondaire compte quelque 19 400 ménages, dont environ 82% de jeunes auparavant sans emploi. Au total, la population cible des deux zones du projet comprend donc environ 36 180 ménages, soit 228 000 personnes.

B. Objectifs et portée³

18. Le projet a pour but général d'améliorer les moyens de subsistance de la population cible grâce à une activité économique accrue et viable et à une plus grande autonomie sur le plan social. Ce but sera atteint moyennant: a) le renforcement de la cohésion sociale et de la solidarité dans les villages; b) un accès sûr et équitable aux services de soutien essentiels au bien-être économique et social; c) une agriculture diversifiée et rentable reposant sur une utilisation plus efficace de l'eau; d) la mise en place de dispositifs financièrement indépendants pour la prestation de services de crédit accessibles et efficaces; et e) une économie locale diversifiée et renforcée contribuant aux progrès économiques à l'échelle du pays.

C. Composantes

19. Les investissements du projet seront répartis entre cinq principales composantes.

20. **Organisation et développement communautaires.** Cette composante sera axée sur le renforcement des bases sociales nécessaires à l'implantation des colons dans la zone du projet, sur l'introduction des processus participatifs de planification et de développement et sur la promotion de la solidarité et de l'autonomie parmi les colons, notamment grâce à la construction d'une infrastructure communautaire. Les interactions au niveau des communautés reposeront sur les principes du développement participatif. Les logements à faible coût seront améliorés et des services

³ Voir l'appendice III pour de plus amples informations.



communautaires indispensables pour l'évacuation des eaux usées et des déchets seront mis en place. Les autres investissements prévus en faveur des infrastructures sociales seront définis selon un processus consultatif mené dans les villages. Le projet financera également des rations alimentaires de base pour environ 5 925 ménages qui viennent de s'installer dans la zone desservie. Les familles recevront pendant quatre ans ces rations qui contribueront à assurer leur subsistance devant la mise en place de leur exploitation.

21. **Opérations techniques.** Au titre de cette composante, on prévoira au sein de l'unité gestion du projet (UGP) et à l'échelon de la zone une petite équipe de personnel spécialisé qui appuiera le nombre croissant de vulgarisateurs, hommes et femmes, établis dans les villages. Les vulgarisateurs villageois dispenseront aux petits exploitants des conseils relatifs à la production agricole et animale et s'occuperont également des problèmes de gestion de l'eau. Une large place sera faite à la formation des paysans et du personnel technique. La formation sera orientée vers la création d'entreprises de production agricole, viables sur le plan financier et technique, qui feront le meilleur usage possible des ressources disponibles et porteront au maximum l'ensemble des revenus agricoles induits par les investissements. Les programmes de travail parrainés par le projet seront établis d'après les résultats du processus interactif mené à l'échelon des villages. Des fonds d'un montant limité seront accordés pour les tests d'adaptation des technologies; des contrats connexes de services techniques seront passés si nécessaire avec des organisations de recherche ayant une expérience suffisante. Des associations d'irrigants seront constituées et formées aux aspects administratifs et techniques de la gestion de l'eau. Le problème du drainage des champs dans l'élargissement de Bustan et la Section 20 soulève des inquiétudes et il sera étudié dès le début du projet grâce à un don du Programme de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Des dispositions sont prises pour qu'un accord de coopération soit conclu entre le projet et le programme participatif de gestion de l'irrigation (approuvé récemment par le FIDA, cofinancé par le FIDA et par l'Allemagne (Centre de l'alimentation, du développement et de l'environnement, Fondation allemande du développement international) et l'Italie (Direction générale de la coopération pour le développement, Ministère des affaires étrangères), et mis en œuvre par le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM)).

22. **Appui aux opérations de commercialisation.** Cette composante, axée sur la commercialisation agricole, aura pour objectifs de favoriser l'accès de la population cible à l'information sur les marchés et de la sensibiliser à cet égard, d'améliorer le suivi et l'utilisation des informations sur le marché et sur l'économie rurale, de faciliter l'établissement de liens entre les paysans et les partenaires du secteur privé dans le cadre de filières de commercialisation intéressantes et de former le personnel de terrain et les agriculteurs pour qu'ils s'adaptent aux besoins du marché.

23. **Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises.** Cette composante vise à faciliter l'accès de la population cible au crédit destiné aux investissements dans des activités économiques (agricoles ou non agricoles) en renforçant l'efficacité du processus de décaissement des prêts, dans le cadre d'une structure économiquement viable et financièrement indépendante. Il faudra pour ce faire améliorer l'efficacité des prêteurs et les accords de prêt, ainsi que l'évaluation et le suivi des prêts. Un fonds de crédit renouvelable sera créé, les décaissements étant administrés pour le compte du projet par une banque mandataire qui sera choisie par appel d'offres. Les entrées de ce fonds seront suffisantes pour couvrir les besoins de crédit du projet (nets de remboursements), estimés à 14,08 millions de USD. L'amélioration de l'accès au crédit permettra de diversifier les entreprises dans les zones du projet, principale et secondaire. Une formation sera assurée en vue de la création et de la gestion de petites entreprises. Le crédit sera mis à la disposition des bénéficiaires par l'intermédiaire de services bancaires pour les particuliers (ONG, coopératives et organisations paysannes). Ces services seront sélectionnés par voie d'appel à la concurrence selon leur spécialité. Un accord subsidiaire sera conclu entre le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres et la Banque mandataire, définissant les taux de prêt et les mécanismes de ciblage ainsi que la protection contre les risques.



24. **Gestion du projet.** Cette composante sera du ressort d'une UGP semi-autonome établie dans la ville de Noubaria. Le directeur de projet fera rapport au Ministre de l'agriculture et de la bonification des terres par l'intermédiaire du Vice-Ministre de la réforme agraire et il sera responsable de l'administration et du fonctionnement des systèmes. Il sera épaulé par un groupe de services d'appui et un groupe de gestion technique. L'UGP aura pour principales tâches de créer et de mettre à jour un système de gestion informatisée, qui permettra d'assurer le bon fonctionnement du projet conformément aux accords de prêt et de financement et d'évaluer périodiquement les effets du projet par rapport aux objectifs.

D. Coûts et financement du projet⁴

25. Le coût total de ce projet d'une durée de sept ans est estimé à 54,75 millions de USD, dont près de 17,98 millions de USD, soit 33%, en devises. Les coûts totaux de base s'élèvent à 51,35 millions de USD, les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers étant évaluées respectivement à 1,13 million de USD et 2,27 millions de USD. Les dépenses d'investissement représentent 84% des coûts de base. Sur les 8,39 millions de USD consacrés aux dépenses ordinaires de base, 380 000 USD correspondront aux dépenses additionnelles encourues par le gouvernement pour maintenir les services indispensables dans les communautés de la zone desservie, après la clôture du projet.

26. Le financement proposé par le FIDA s'élèvera à 18,48 millions de USD, soit 33,8% du coût total du projet. Les fonds CDI se monteront à 30,13 millions de USD, soit 55,0% du coût total du projet. La FAO financera un programme de coopération technique d'un montant de 400 000 USD (0,7%), pour les travaux préparatoires à l'irrigation et au drainage pendant la phase de démarrage du projet. Le gouvernement prendra à sa charge des coûts équivalant à 5,54 millions de USD (10,1% des coûts totaux), essentiellement sous forme de droits et de taxes. Les bénéficiaires apporteront l'équivalent de 200 000 USD, soit 0,4% du coût total du projet, afin de couvrir les dépenses d'exploitation et d'entretien des infrastructures et de l'équipement d'irrigation dans les exploitations. La contribution du PAM comprendra la mise en place et l'exploitation du système de distribution des rations alimentaires.

⁴ Voir l'appendice V pour de plus amples informations.

TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en millions de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Organisation et développement communautaires					
1. Mobilisation des communautés et développement social	6,48	5,55	12,03	46	23
2. Approvisionnement alimentaire des ménages	1,87	7,48	9,35	80	18
Total partiel	8,35	13,03	21,38	61	42
B. Opérations techniques					
1. Production agricole	4,20	0,58	4,78	12	9
2. Développement de l'élevage	0,89	0,20	1,08	18	2
3. Gestion et utilisation de l'eau	1,54	1,14	2,68	43	5
Total partiel	6,63	1,92	8,54	22	17
C. Appui aux opérations de commercialisation	1,46	0,60	2,06	29	4
D. Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises					
1. Ligne de crédit	14,08	-	14,08	-	27
2. Facilitation de l'accès au crédit	1,48	0,47	1,95	24	4
3. Développement des entreprises	0,50	0,21	0,71	30	1
Total partiel	16,06	0,69	16,75	4	33
E. Gestion du projet	1,99	0,63	2,62	24	5
Total coûts de base	34,49	16,86	51,35	33	100
Aléas d'exécution	0,55	0,58	1,13	51	2
Aléas financiers	1,73	0,54	2,27	24	4
Total coûts du projet	36,77	17,98	54,75	33	107

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT^a
(en millions de USD)

	Gouvernement		FIDA		IDS		FAO		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Organisation et développement communautaires															
1. Mobilisation des communautés et développement social	0,70	5,2	8,96	65,8	3,94	29,0	-	-	-	-	13,60	24,8	6,28	6,72	0,61
2. Approvisionnement alimentaire des ménages	0,84	8,9	-	-	8,52	91,1	-	-	-	-	9,35	17,1	7,48	1,87	-
Total partiel	1,54	6,7	8,96	39,0	12,46	54,3	-	-	-	-	22,96	41,9	13,76	8,59	0,61
B. Opérations techniques															
1. Production agricole	1,79	33,3	0,63	11,8	2,95	54,9	-	-	-	-	5,36	9,8	0,65	4,59	0,13
2. Développement de l'élevage	0,27	22,1	0,08	6,9	0,86	71,0	-	-	-	-	1,22	2,2	0,22	0,95	0,05
3. Gestion et utilisation de l'eau	0,28	9,5	0,85	28,7	1,24	41,7	0,40	13,4	0,20	6,8	2,98	5,4	1,26	1,57	0,15
Total partiel	2,34	24,5	1,57	16,4	5,05	52,8	0,40	4,2	0,20	2,1	9,56	17,5	2,12	7,10	0,33
C. Appui aux opérations de commercialisation	0,40	17,5	0,00	0,1	1,87	82,4	-	-	-	-	2,27	4,2	0,65	1,55	0,07
D. Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises															
1. Ligne de crédit	-	-	7,78	55,2	6,30	44,8	-	-	-	-	14,08	25,7	-	14,08	-
2. Facilitation de l'accès au crédit	0,56	25,7	0,03	1,4	1,59	72,9	-	-	-	-	2,18	4,0	0,53	1,51	0,14
3. Développement des entreprises	0,07	9,1	0,08	10,6	0,64	80,4	-	-	-	-	0,79	1,4	0,23	0,54	0,01
Total partiel	0,63	3,7	7,89	46,3	8,53	50,0	-	-	-	-	17,05	31,1	0,76	16,13	0,16
E. Gestion du projet	0,63	21,7	0,06	2,1	2,21	76,1	-	-	-	-	2,91	5,3	0,68	2,14	0,08
Total décaissements	5,54	10,1	18,48	33,8	30,13	55,0	0,40	0,7	0,20	0,4	54,75	100,0	17,98	35,52	1,25

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.





E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. Pour les éléments financés grâce au prêt du FIDA, les marchés seront passés conformément aux directives du Fonds. Les achats d'équipement, de matériaux et de véhicules seront si possible regroupés afin d'obtenir des prix avantageux et effectués directement par l'UGP. Les partenaires d'exécution (par exemple, la Banque mandataire, les services de crédit pour les particuliers et les autres ONG) se procureront pour leur propre compte les biens et les services nécessaires conformément aux directives du FIDA.

28. Les travaux de génie civil feront probablement l'objet de contrats de petite ou moyenne importance, d'un montant inférieur en règle générale à un million de USD. Il y a peu de chance que ces contrats présentent un intérêt pour des entrepreneurs internationaux, mais ils pourront être attribués à des entrepreneurs nationaux par appel d'offres local, conformément au droit égyptien. Les contrats concernant la fourniture de tous les autres biens, pour lesquels le coût estimatif est supérieur ou égal à 250 000 USD, seront adjugés selon les procédures d'appel d'offres international. Les contrats d'un montant compris entre l'équivalent de 50 000 USD et de 250 000 USD seront attribués par appel d'offres local. Les marchés d'un montant inférieur ou égal à 50 000 USD seront passés après consultation d'au moins trois fournisseurs à l'échelon national. Il existe en Égypte un nombre suffisant de fournisseurs pour pouvoir appliquer cette procédure.

29. Le prêt du FIDA sera décaissé sur sept ans. Une partie de ces fonds seront mis à disposition sur un compte spécial afin de préfinancer la part requise des dépenses autorisées. Ce compte spécial sera ouvert auprès d'une banque de change remplissant les conditions voulues et ayant l'agrément du FIDA. Compte tenu de l'interaction attendue entre les apports de fonds CDI et l'utilisation des fonds du prêt du FIDA, l'allocation autorisée sur le compte spécial s'élèvera à 1,3 million de USD, équivalant aux décaissements prévus en moyenne pour un semestre. Le décaissement des fonds du FIDA sur le compte spécial se fera sur présentation des relevés des dépenses certifiés.

30. Les fonds CDI doivent être décaissés pendant les cinq prochaines années conformément aux modalités et conditions de l'accord en vigueur conclu à cet effet entre les Gouvernements italien et égyptien. Avant tout décaissement des fonds CDI, un memorandum d'accord sera signé entre le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres et le Comité de gestion CDI. Ce memorandum comprendra entre autres la ventilation détaillée des affectations budgétaires, d'un montant approuvé de 30 125 000 USD, par composante, compte de charge et plan de décaissement par semestre. Il devrait spécifier les procédures de décaissement et les exigences en matière d'établissement de rapports et d'audit, conformes à l'accord de prêt conclu entre le Gouvernement égyptien et le FIDA.

31. L'UGP tiendra des comptes et des états financiers distincts à double entrée pour chaque source de financement du projet. Les partenaires d'exécution tiendront également des comptes distincts des dépenses relatives à leurs activités respectives entreprises avec les fonds du projet. Des registres financiers des dépenses, transmis par l'UGP, seront tenus conformément aux pratiques nationales ayant l'agrément du FIDA et du Comité de gestion CDI. La banque mandataire suivra ses propres procédures financières, compte tenu des modalités et conditions de l'accord subsidiaire. Elle mettra les états récapitulatifs des comptes à disposition de la direction du projet et des cofinanceurs. Des relevés récapitulatifs trimestriels des comptes seront préparés par le contrôleur financier et transmis pour information aux cofinanceurs et à l'institution coopérante. Les comptes du projet et les comptes distincts tenus par les partenaires d'exécution seront vérifiés chaque année par un cabinet d'audit ayant l'agrément du FIDA. L'UGP présentera l'état financier annuel pour vérification dans les deux mois suivant la fin de chaque année budgétaire. Des exemplaires certifiés des états financiers vérifiés seront transmis à l'institution coopérante et au FIDA, ainsi qu'il est stipulé dans l'accord de prêt du projet.

F. Organisation et gestion⁵

32. Le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres assumera à l'échelle nationale la responsabilité générale du projet et de l'UGP, qui sera dirigée par un directeur de projet doté des pouvoirs exécutifs pour ce qui concerne tous les aspects de l'exécution. Le projet sera mis en œuvre sous la direction d'un comité national de pilotage qui sera créé par décret ministériel. Ce comité donnera son avis sur les questions d'orientation et de stratégie, conformément aux intérêts guidant l'élaboration des programmes nationaux et il facilitera et appuiera le travail de l'équipe de gestion du projet. Par ailleurs, il approuvera officiellement (et recevra les rapports correspondants par la suite) le programme de travail et budget annuel (PTBA) agrégé du projet. Le comité de pilotage comprendra des représentants des ministères et des institutions, au niveau central et dans la zone du projet, notamment les coopératives et les ONG sous contrat.

33. Épaulé par sept directeurs spécialisés, le directeur de projet sera responsable des opérations courantes. L'UGP sera composée d'un groupe de services d'appui et d'un groupe de gestion technique. Le premier groupe comprendra le contrôleur financier, le directeur administratif, l'économiste principal (suivi et évaluation) et leur personnel technique d'appui respectif. Il s'occupera de l'ensemble des questions financières et administratives, du regroupement et de l'analyse des informations de gestion et de la préparation des rapports ordinaires et spéciaux sur les opérations du projet. Le groupe de gestion technique comprendra le directeur de la composante organisation et développement communautaires, le directeur des opérations techniques, le directeur des opérations de commercialisation et le directeur de l'administration du crédit et développement des entreprises, plus leurs experts-conseils respectifs. Le groupe de gestion technique sera responsable des activités d'investissement. Il coordonnera les opérations menées par les partenaires d'exécution, y compris les fournisseurs de services sous contrat, et apportera un soutien technique aux agents de terrain à l'échelon de la zone et du village.

34. Le suivi général du projet sera fondé sur le cadre logique (appendice III) et sur les PTBA. Le semestre sera la période d'évaluation de référence. Le suivi aura une orientation pragmatique afin de faciliter la prise de décisions. Il sera effectué à différents échelons, de l'échelon des associations communautaires et villageoises à celui de la zone et de l'UGP. Les indicateurs de résultat les plus spécifiques, notamment les indicateurs mesurant l'impact, seront utilisés à l'échelon local, tandis que des indicateurs de plus en plus généraux seront utilisés pour les échelons supérieurs du système ainsi que le requiert le système de gestion informatisée.

35. Malgré les bons résultats obtenus avec les méthodes participatives en Égypte, la participation insuffisante des bénéficiaires à l'exécution du projet précédent a été un grave élément de fragilité auquel le présent projet cherchera à remédier. La méthode de Shorouk, qui est appliquée dans un projet de la Banque mondiale/FIDA exécuté dans le gouvernorat de Sohag, sera adoptée en passant directement un contrat avec l'institution de Shorouk ou par l'intermédiaire des ONG intervenant dans la zone du projet, telles que Caritas ou l'Association d'économie familiale d'Alexandrie. Cette approche prévoit des campagnes de sensibilisation et de publicité, la création d'associations villageoises représentatives afin de faciliter la planification des actions communautaires, la constitution et le renforcement de groupes d'intérêts et d'associations communautaires, féminins et paysans, ainsi que la formation et le renforcement des capacités en matière de gestion, administration, contrôle financier et affaires municipales.

⁵ Voir l'appendice VI pour de plus amples informations.

G. Justification économique⁶

36. Le projet profitera essentiellement aux ménages de petits exploitants en améliorant les équipements et les services sociaux qui influent le plus sur leur vie et en renforçant leurs moyens de subsistance grâce à des revenus plus élevés et à une plus grande sécurité alimentaire. Les communautés villageoises récemment établies et les familles tireront avantage d'environ 95% du financement du projet. Le programme d'approvisionnement alimentaire des ménages profitera à 5 925 familles, soit 35% des ménages de la principale zone du projet. Les rations étant calculées sur la base de cinq personnes par ménage, environ 29 625 personnes tireront profit de cette composante. Le niveau de vie de 4 850 familles sera amélioré du fait de la modernisation des logements inférieurs aux normes exigées. Les 19 villages de la principale zone du projet tireront profit de l'amélioration de l'hygiène du milieu résultant de la mise en place de systèmes d'évacuation des eaux usées et des déchets.

37. Les avantages quantifiables découleront principalement des investissements en faveur de la production agricole et animale et des entreprises de transformation agricole dans les exploitations, qui permettront de créer des emplois, qualifiés ou non, dans la zone du projet. Certains avantages découleront également de l'aide apportée aux producteurs, une grande importance étant accordée à la rentabilité des diverses entreprises et de l'ensemble des opérations agricoles. On obtiendra ces résultats en associant de diverses façons les facteurs suivants: accroissement de la productivité, réduction des pertes après récolte, meilleure sélection de la gamme des entreprises et des produits, améliorations du contrôle de la qualité et du choix des produits destinés à la commercialisation afin d'augmenter leur valeur ajoutée, et efficacité des interactions entre les producteurs et les filières de commercialisation. Pour les cultures, les budgets font apparaître une progression nette allant d'un minimum de 41% pour les fèves d'hiver à un maximum de 64% pour le *barseem* d'hiver. Une nouvelle culture sera pratiquée, celle des agrumes, avec un rendement prévu d'environ 10 t/fd au stade de plein effet. Les marges brutes et le rendement du travail devraient augmenter pour les cultures d'hiver de 59-190% et de 18-94%, respectivement. Toutefois, pour les cultures d'été, les marges brutes et le rendement du travail devraient progresser de 64-74% et de 16-28% respectivement.

38. Le taux de rentabilité économique global du projet est estimé à 20,1% pour l'hypothèse de référence. Si les coûts augmentaient de 10%, ce taux tomberait à 18,5%, tandis qu'une diminution de 10% des avantages le ramènerait à 18,3%. Un retard d'un an dans la matérialisation des avantages ferait chuter le taux de rendement à 17,2%. Si les coûts augmentaient de 10% et les avantages diminuaient de 10%, le taux se chiffrerait à 16,7%. Enfin, un retard de deux ans dans la matérialisation des avantages le ramènerait à 14,9%.

H. Risques

39. Les populations installées dans la zone du projet sont bien entendu prudentes et évitent à juste titre de prendre des risques. Elles sont également depuis toujours dépendantes à l'égard des pouvoirs publics, dépendance qui risque d'être favorisée par certaines attitudes profondément enracinées dans les institutions publiques. Le maintien de cette dépendance d'une part et d'un comportement paternaliste de l'autre pourrait avoir des effets préjudiciables sur le rythme et la qualité de la mise en œuvre. La conception du projet permettra de réduire ces risques du fait de la large place accordée à la commercialisation (à la fois sur le plan de l'orientation de la production et de la prestation des services), à la formation du personnel et des agriculteurs, et à la familiarisation intensive des fonctionnaires et des paysans avec les pratiques de travail en collaboration avec les partenaires d'exécution des secteurs privé et des ONG.

⁶ Voir les appendices IV et VII pour de plus amples informations.

I. Impact sur l'environnement

40. Le projet envisagé est classé dans la catégorie B. Il vise à assurer une production agricole durable (cultures et élevage) sur des terres bonifiées, moyennant l'utilisation efficace de l'eau. Cette région était auparavant un désert qui n'était pas mis en valeur. L'énergie supplémentaire nécessaire pour amener l'eau du Nil dans la zone du projet pourrait soulever des problèmes d'ordre écologique indirects ou secondaires. Cependant, la zone du projet représente moins de 10% du périmètre total desservi par les canaux qui alimentent l'ensemble de la région du Noubaria Ouest. Dans ces conditions, les effets additionnels du projet sur l'environnement peuvent être considérés comme négligeables. Le processus de bonification et la capacité relative de production agricole de la zone qui en résulte améliorent un environnement par ailleurs rude et permettent aux colons qui arrivent (jeunes sans emploi, métayers déplacés et anciens travailleurs sans terre) de disposer de moyens de subsistance auxquels ils n'auraient pas accès autrement.

J. Caractéristiques novatrices

41. Au titre de son Initiative de Rome pour le Millénaire, le Gouvernement italien a décidé d'effacer une partie de la dette officielle de l'Égypte, pays endetté à revenu intermédiaire. Moyennant quoi, l'Égypte s'est engagée à consacrer le montant en monnaie locale équivalant à la dette effacée à l'appui aux projets visant à lutter contre la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire des ruraux pauvres. À cette fin, le Gouvernement italien et le Gouvernement égyptien ont signé le 19 février 2001 un accord qui est la première étape de cette initiative, selon laquelle les fonds CDI seront mobilisés et utilisés exclusivement pour la lutte contre la pauvreté rurale dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Par ailleurs, le projet envisagé a été le premier projet répondant à toutes les conditions requises pour cet échange de créances et approuvé par le comité de gestion CDI en vue d'un cofinancement. Afin de faciliter l'exécution, le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres et le comité de gestion CDI signeront un mémorandum d'accord spécifiant les procédures de décaissement, ainsi que les exigences en matière d'établissement de rapports et de vérification des comptes, de suivi et d'évaluation et d'évaluation de l'impact. Le projet sera supervisé par l'UNOPS, institution coopérante, et fera l'objet de missions de suivi organisées périodiquement par le FIDA.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

42. Un accord de prêt entre la République arabe d'Égypte et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

43. La République arabe d'Égypte est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

44. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République arabe d'Égypte un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quatorze millions six cent mille droits de tirage spéciaux (14 600 000 DTS) venant à échéance le 15 juillet 2022 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à 50% du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues le 21 décembre 2001)

1. Le Gouvernement de la République arabe d'Égypte ("le Gouvernement") et le Gouvernement de la République italienne ont conclu le 19 février 2001 l'Accord de conversion de la dette envers l'Italie. Le Comité de gestion de conversion de la dette envers l'Italie ("le Comité de gestion CDI"), créé au titre de cet accord, est convenu de mettre à disposition, sous forme de don, des fonds provenant de la conversion de la dette envers l'Italie (fonds CDI) équivalant à trente millions cent vingt-cinq mille dollars des États-Unis (30 125 000 USD) pour contribuer au financement du projet.
2. Le Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres prévoit de conclure avec le comité de gestion CDI un mémorandum d'accord, conforme au plan général de financement du projet et aux PTBA.
3. Le Gouvernement mettra les fonds du prêt à disposition du Ministère de l'agriculture et de la bonification des terres en vue d'exécuter le projet conformément aux PTBA et aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement.
4. Le Gouvernement affectera au projet des dotations budgétaires suffisantes conformément aux PTBA.
5. Le Gouvernement rétrocédera à la banque mandataire les fonds disponibles et les autres ressources prévus dans les PTBA conformément à l'accord de prêt subsidiaire qui sera conclu entre le Gouvernement et la banque mandataire en vue d'exécuter la composante Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises.
6. La banque mandataire ouvrira et gèrera un fonds renouvelable sur lequel seront versés tous les remboursements du principal et des intérêts des prêts accordés aux bénéficiaires financés sur la ligne de crédit ouverte au titre du projet. Par l'intermédiaire des services de crédit pour les particuliers et des bénéficiaires, la banque mandataire utilisera ce fonds renouvelable pour une nouvelle rétrocession conformément à l'accord de prêt du projet.
7. Le Gouvernement garantira l'autonomie de l'UGP pour ce qui concerne l'organisation des affaires du projet, s'agissant en particulier du principe de la commercialisation et du recours à des fins d'efficacité à des partenariats et à des rapports contractuels entre les organismes/institutions du secteur public, le secteur privé et des ONG ayant une bonne réputation.
8. Le Gouvernement garantira que les mécanismes d'octroi de crédit et de recouvrement des prêts au titre de la composante Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises reposent sur des principes bancaires acceptables et prudents.
9. Aucun décaissement ne sera effectué pour les dépenses au titre de la composante Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises, tant que l'accord de prêt subsidiaire mentionné au paragraphe 5 ci-dessus n'aura pas été établi dans une version définitive donnant satisfaction au FIDA.
10. Les conditions suivantes sont les conditions supplémentaires préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt du projet:



ANNEXE

- a) le directeur de projet et le personnel de l'UGP auront été désignés selon des critères ayant l'agrément du gouvernement et du FIDA;
- b) le Comité de pilotage du projet aura été dûment créé selon des critères ayant l'agrément du gouvernement et du FIDA;
- c) le Comité de gestion du crédit, qui gèrera la ligne de crédit ouverte au titre de la composante Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises, aura été constitué selon des modalités ayant l'agrément du gouvernement et du FIDA;
- d) la banque mandataire aura été désignée selon un processus d'appel à la concurrence transparent afin d'administrer la ligne de crédit ouverte au titre de la composante Facilitation de l'accès au crédit et développement des entreprises; et
- e) le gouvernement aura dûment ouvert le compte spécial et fourni un document contenant les spécimens légalisés des signatures.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

EGYPT

Land area (km² thousand), 2000 1/	995	GNI per capita (USD), 2000 1/	1 490
Total population (million), 2000 1/	63.8	GNP per capita growth (annual %), 2000 1/	4.4
Population density (people per km²), 2000 1/	64	Inflation, consumer prices (annual %), 2000 1/	2.7
Local currency	Egyptian Pound (EGP)	Exchange rate: USD 1 =	EGP 4.25
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate), 1980-99 2/	2.2	GDP (USD million), 2000 1/	98 333
Crude birth rate (per thousand people), 2000 1/	26 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Crude death rate (per thousand people), 2000 1/	7 a/	1980-90	5.4
Infant mortality rate (per thousand live births), 2000 1/	47 a/	1990-99	4.4
Life expectancy at birth (years), 2000 1/	67 a/	Sectoral distribution of GDP, 2000 1/	
		% agriculture	17
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	8.1	% industry	33
Poor as % of total rural population 2/	23	% manufacturing	20
Total labour force (million), 2000 1/	24.3	% services	50
Female labour force as % of total, 2000 1/	30		
		Consumption, 2000 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
School enrolment, primary (% gross), 2000 1/	101 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	72
Adult illiteracy rate (% age 15 and above), 2000 1/	45	Gross domestic savings (as % of GDP)	18
Nutrition			
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	3 287	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5), 2000 1/	21 a/	Merchandise exports, 2000 1/	4 700
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5), 2000 1/	11 a/	Merchandise imports, 2000 1/	13 600
		Balance of merchandise trade	-8 900
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP), 2000 1/	3.8 a/	before official transfers, 1999 1/	-6 578
Physicians (per thousand people), 1999 1/	0.64	after official transfers, 1999 1/	-1 709
Population without access to safe water (%), 1990-98 3/	13	Foreign direct investment, net, 1999 1/	655
Population without access to health services (%), 1981-93 3/	1	Government Finance	
Population without access to sanitation (%), 1990-98 3/	12	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP), 1999 1/	-2.0 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP), 1999 1/	30.6 a/
Food imports (% of merchandise imports), 1999 1/	23	Total external debt (USD million), 1999 1/	30 404
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land), 1998 1/	3 926	Present value of debt (as % of GNI), 1999 1/	27
Food production index (1989-91=100), 2000 1/	153.7	Total debt service (% of exports of goods and services), 1999 1/	9.0
Cereal yield (kg per ha), 2000 1/	7 081	Lending interest rate (%), 2000 1/	13.2
		Deposit interest rate (%), 2000 1/	9.5
Land Use			
Arable land as % of land area, 1998 1/	2.9		
Forest area (km ² thousand), 2000 2/	1		
Forest area as % of total land area, 2000 2/	0.1		
Irrigated land as % of cropland, 1998 1/	100.0		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database.

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001.

3/ UN Development Programme, *Human Development Report*, 2000.

PREVIOUS IFAD FINANCING

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount
West Beheira Settlement Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 80	05 Aug 81	30 Jun 00	L - I - 54 - EG	SDR	21800000
Minya Agricultural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	09 Dec 82	28 Jul 83	30 Jun 99	L - I - 114 - EG	SDR	23550000
Fayoum Agricultural Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	14 Sep 84	06 Dec 85	31 Dec 93	L - I - 157 - EG	SDR	10100000
Newlands Agricultural Services Project	IFAD	UNOPS	I	15 Apr 92	30 Dec 93	31 Dec 01	L - I - 306 - EG	SDR	18300000
Agricultural Production Intensification Project	IFAD	UNOPS	HC	20 Apr 94	25 Jan 95	31 Dec 02	L - I - 355 - EG	SDR	14450000
East Delta Newlands Agricultural Services Project	IFAD	World Bank: IDA	HC	05 Dec 96	25 Jan 99	31 Dec 06	L - I - 440 - EG	SDR	17300000
Sohag Rural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	10 Sep 98	18 Jun 01	30 Jun 07	L - I - 484 - EG	SDR	18850000

Note: HC = highly concessional
I = intermediate

LOGICAL FRAMEWORK

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verifications	Important Assumptions
<p>Goal</p> <ul style="list-style-type: none"> • Livelihoods of the target population in the new settlement areas enhanced with increased and sustainable economic activity and greater social self-reliance 	<ul style="list-style-type: none"> • Reduction in the poverty headcount index in West Noubaria Project area by 25% • 50% reduction in settler absenteeism • Percentage increase in local school enrolments • Percentage decrease in women/child ill-health and malnutrition indicators • Community, women and farmer societies/associations formed and active in civic and development affairs and enterprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline and repeater surveys and case studies • MALR (General Authority for Rehabilitation Projects and Agricultural Development) data • Ministry of Education data • Ministry of Health data • Project records of formation and registration and minutes and reports of meetings 	<ul style="list-style-type: none"> • Successful implementation of economic adjustment programmes • Present pro-poor land-settlement policy maintained • Adherence to economic and institutional reform • Reasonable rates of economic growth
<p>Outputs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Profitable farming systems developed with better irrigation practices and water management • Key social infrastructure improved and food security enhanced through investments based on participatory consultation process • Local economy diversified and job creation opportunities enhanced in agriculture, marketing and non-farm and service enterprise sectors • Improved access to and effectiveness of rural finance among the target group • Market-based approach to rural lending established • Improved farmgate prices as a percentage of consumer prices for project-area-produced agriculture and small-and-medium-enterprise commodities 	<ul style="list-style-type: none"> • Number of agriculture technologies proven, spread and adopted • Number of households with improved houses and assured food supply • Number of social service facilities operational • Ratio of social-service availability to relevant segment of the settler population • Volume and value of farm production and produce sales • Diversification of household income sources • Increased supply and accessibility of credit and borrower/enterprise support 	<p>Surveys and studies as above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selective participatory impact assessments • Annual stakeholder feedback workshops • Project and component reports • Contracts tendered and fulfilled • Reports of facility management entities • Reports of contract agencies • Records of off-take, production, sales and revenues from MALR Office and market statistics • Quarterly and annual project monitoring and evaluation reports and management information system reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Policy and institutional framework remain conducive to participatory approach • Assured cooperation from the relevant ministries and agencies • No serious adverse trends of the natural environment and market conditions • Zero interference in financial market with respect to rural lending
<p>Activities</p> <p>Technical Operations: Technology development and transfer Training and deployment of village extension workers Training and demonstration to farmers groups Extension/advisory service delivery Studies, feasibility of farming projects; drainage Capacity-building, farmers' associations/WUAs; enterprise groups (crops, livestock, processing) Partial funding for irrigation maintenance Technical assistance in water management</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number of adaptive research contracts • Number/calibre of staff operational • Numbers trained, demonstrations held • Output of useful information • Number of training and study visits • Number/type of cases and funds accessed • Number of WUA/groups formed • Number and performance of TA inputs 	<ul style="list-style-type: none"> • Research contract records • Course/session reports • Training agency contracts • Papers, articles published, broadcasts • Minutes of meetings and negotiations • Grant/loan documentation • Project management reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Active involvement by farmers/groups • Information demands materialize • Sound viable opportunities emerge

Intervention Logic	Verifiable Indicators	Means of Verifications	Important Assumptions
<p>Activities (cont.):</p> <p>Community Organization and Development: Training of community organizers/leaders Training, capacity-building of locally based organizations Funding, execution of housing renovations Arrangement of social facilities and amenities construction and operation Household food supply provision Training, support commercialization linkages and funding for income-generating enterprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number/calibre of personnel operational • Number of groups/people trained • Number and quality of works done • Number of contracts issued/completed • Number of families supplied • Number/type of arrangements made, training given and amount of funds accessed 	<ul style="list-style-type: none"> • Course/session records • Training agency contracts • Construction contract documents • MALR food-ration-distribution records • Case studies and impact surveys • Contract and grant/loan documentation 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Full cooperation of Ministries of Health, Education, and Water Resources and Irrigation forthcoming • Member conviction of benefits
<p>Marketing operations support: Specialist marketing extension staff deployment Establishment of commercialization linkages, including for exporting Marketing information system set up, operational Training, coaching, on-job experience and exchange visits for enterprise competence-building Consulting expertise and technical assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Number/calibre of staff operational • Number of contracts, cases dealt with and success rate of linkages/contracts • Amount and quality of data disseminated • Sessions provided, numbers participating and results/achievements • Number and performance of contracts • Number and level of satisfaction with cases for liaison and contracted service provision 	<ul style="list-style-type: none"> • Personnel records • Component management reports • Publishing, distribution records • Training feedback reports • Operating agency reports, accounts • Service and supply contract documents • Case studies and surveys 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Training needs confirmed • Good will and endeavour of agencies and enterprises concerned • Private sector cooperation obtained
<p>Credit Facilitation and Enterprise Development: Introduction of rationalized credit delivery mechanism Provision of additional credit line (up to USD 20m) Formalization of agreements with banks/agencies for credit delivery Equipment and systems upgrading for agencies Business advice, studies and training for borrowers and new ventures Planning, funding and technical backstopping of processing and service enterprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agent bank agreement confirmed and operational • Funds approved and lodged • Credit-guarantee mechanism confirmed and operational • Appointees in position • Relevant materials procured and installed • Adequate funds available/accessible • Number of cases, studies, sessions dealt with, enterprises developed and in operation 	<ul style="list-style-type: none"> • Project loan agreement covenants and accounts • Employment contracts • Procurement contracts • Scheme publicity and operations documentation • Service provision reports • Loan records and accounts • Project management reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Economy remains conducive to stimulation of private enterprise • Non-interference in financial markets • Loan discipline improved • Practicable, lending criteria and terms agreed • Support of selected bank assured
<p>Project Management: Management unit and steering committee appointment Operating and administration systems set up Project information collation and analysis Service contracting supervised Service requests and proposals appraised/approved Workshops, studies, surveys for monitoring and evaluation arranged Coordination of line agency and external assistance International/national TA and specialist inputs contracted for all technical and management matters</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Structure, resources, systems in place/active • Publicity, promotion of project effective • Working relationships with agencies and service providers established • Numbers and types of service requests and proposals • Technical assistance contracted 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment contracts and operating procedure manuals • Register of cooperating partners and consultants • Service provision agreements • Management information system and assignment records 	<ul style="list-style-type: none"> • Positive attitudes from agencies, service providers • Suitable consultants available • No inordinate delay/complication in asset transfer or funding



QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROJECT FACTORS

Objectives			Instruments			Incremental Benefits					
<p>1. The project goal is to enhance the livelihoods of the targeted population through increased and sustainable economic activity and greater social self-reliance.</p> <p>2. Subsidiary objectives are:</p> <p style="margin-left: 40px;">(a) achievement of social cohesion and a sense of community in the villages,</p> <p style="margin-left: 40px;">(b) reliable, equitable access to support services essential for economic and social well-being,</p> <p style="margin-left: 40px;">(c) diversified and profitable farming, based on more efficient water use,</p> <p style="margin-left: 40px;">(d) self-sustaining arrangements in place to provide accessible and effective credit services, and</p> <p style="margin-left: 40px;">(e) a diversified and strengthened local economy contributing to wider, national economic advancement.</p>			<p>The main instruments to be utilized in the implementation of the listed components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> • support the creation of credit fund in an agent bank • selection of credit retailers • Support for microenterprise development through specialized services in the project area • Upgrade the quality of existing homes by providing garbage collection and sewage disposal facilities • Contract Shorouk agency to promote community participation • Promote participatory approach through contracted local NGOs • Increase the number and role of women as beneficiaries and as staff of project management team • Diversify economic activities by promoting non-farming enterprises especially for woman-headed households and the landless. 			<p>Incremental benefits at full development:</p> <p>Incremental return to labour at project year (PY) (/day)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traditional irrigation 7-30 • Modernized irrigation 13-15 <p>Project beneficiaries (households)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direct 22 000 <ul style="list-style-type: none"> • Livestock 4 650 • Rural Finance 27 500 • Agricultural Dev. 16 810 • Water Management 8 160 • Rural Infrastructure 4 850 • Indirect 9 405 <p>Net economic return (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> • At PY5 179 • At full development 323 					
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES			ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS		
COMPONENTS	USD million	% Base Costs		USD million	%	<p>Project activities will be targeted to benefit 36 185 households. Women will have access to better services, training and credit</p>			<p>Economic IRR (%)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 20 <p>Project cost per household (USD/household)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Project as a whole 2 500 • Livestock 244 • Rural Finance 544 • Agricultural Dev. 298 • Water Management 343 • Rural Infrastructure 1 850 		
A. Community development	21.38	42	IFAD	18.48	34						
B. Technical operations	8.54	17	IDS	30.13	55						
C. Marketing operations	2.06	4	Government	5.54	10						
D. Rural finance	16.75	33	Beneficiaries	0.20	0.4						
E. Programme management	2.62	5	FAO	0.40	0.7						
F. contingencies	3.40	7	Total	54.75	100						
Total including contingencies	54.75	107									

SUMMARY COST AND FINANCING TABLES

Table 1: Components by Financiers

	Government		IFAD		IDS		FAO		Beneficiaries		Total		Foreign Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
A. Community Organization and Development															
1. Community Mobilization and Social Development	702 240	5.2	8 956 572	65.8	3 943 914	29.0	-	-	-	-	13 602 725	24.8	6 278 209	6 715 967	608 550
2. Household Food Supply	836 296	8.9	-	-	8 517 244	91.1	-	-	-	-	9 353 540	17.1	7 482 832	1 870 708	-
Subtotal Community Organization and Development	1 538 535	6.7	8 956 572	39.0	12 461 158	54.3	-	-	-	-	22 956 265	41.9	13 761 041	8 586 675	608 550
B. Technical Operation															
1. Agricultural Production	1 787 333	33.3	631 114	11.8	2 945 018	54.9	-	-	-	-	5 363 465	9.8	648 489	4 588 228	126 748
2. Livestock Development	268 755	22.1	83 861	6.9	862 926	71.0	-	-	-	-	1 215 541	2.2	217 081	946 306	52 155
3. Water Management and Water Use	282 254	9.5	854 720	28.7	1 241 915	41.7	400 000	13.4	201 606	6.8	2 980 495	5.4	1 258 558	1 570 200	151 737
Subtotal Technical Operation	2 338 342	24.5	1 569 695	16.4	5 049 859	52.8	400 000	4.2	201 606	2.1	9 559 501	17.5	2 124 128	7 104 734	330 640
C. Marketing Operations	397 906	17.5	2 997	0.1	1 874 019	82.4	-	-	-	-	2 274 923	4.2	649 789	1 551 738	73 396
D. Credit Administration and Enterprise Development															
1. Credit Line	-0	-0.0	7 778 910	55.2	6 301 090	44.8	-	-	-	-	14 080 000	25.7	-	14 080 000	-
2. Credit Facilitation	560 406	25.7	31 026	1.4	1 589 882	72.9	-	-	-	-	2 181 314	4.0	526 593	1 510 891	143 830
3. Enterprise Development	71 985	9.1	83 514	10.6	636 005	80.4	-	-	-	-	791 504	1.4	233 143	543 889	14 472
Subtotal Credit Administration and Enterprise Development	632 392	3.7	7 893 449	46.3	8 526 977	50.0	-	-	-	-	17 052 818	31.1	759 736	16 134 781	158 302
E. Project Management	631 455	21.7	62 052	2.1	2 212 986	76.1	-	-	-	-	2 906 493	5.3	683 307	2 139 301	83 885
Total Disbursement	5 538 630	10.1	18 484 765	33.8	30 125 000	55.0	400 000	0.7	201 606	0.4	54 750 000	100.0	17 978 000	35 517 229	1 254 772

Table 2: Expenditure Accounts by Financiers

	Government		IFAD		IDS		FAO		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs															
A. Civil Works															
2. Construction Works	515 557	5.0	8 400 135	81.5	1 395 454	13.5	-	-	-	-	10 311 147	18.8	5 155 573	4 640 016	515 557
B. Vehicle, Equipment and Materials															
1. Vehicles	119 921	15.0	-	-	679 550	85.0	-	-	-	-	799 470	1.5	679 550	-	119 921
2. Equipment and Goods	258 574	15.0	952 178	55.2	513 075	29.8	-	-	-	-	1 723 827	3.1	1 379 062	86 191	258 574
3. Materials	20 075	15.0	95 930	71.7	17 826	13.3	-	-	-	-	133 831	0.2	80 299	33 458	20 075
Subtotal Vehicle, Equipment and Materials	398 569	15.0	1 048 109	39.4	1 210 451	45.6	-	-	-	-	2 657 129	4.9	2 138 910	119 649	398 569
C. Technical Assistance and Studies															
1. International TA	-	-	-	-	726 600	64.5	400 000	35.5	-	-	1 126 600	2.1	1 126 600	-	-
2. National TA	-	-	-	-	176 520	100.0	-	-	-	-	176 520	0.3	-	176 520	-
3. Studies and Demonstrations	0	-	-	-	1 114 770	100.0	-	-	-	-	1 114 770	2.0	250 284	864 486	-
Subtotal Technical Assistance and Studies	0	-	-	-	2 017 890	83.5	400 000	16.5	-	-	2 417 890	4.4	1 376 884	1 041 006	-
D. Training															
1. Farmer training	-0	-0.0	1 257 612	36.9	2 150 314	63.1	-	-	-	-	3 407 925	6.2	170 396	3 237 529	-
2. Staff training	72 082	10.8	-	-	592 791	89.2	-	-	-	-	664 873	1.2	33 244	631 629	-
Subtotal Training	72 082	1.8	1 257 612	30.9	2 743 105	67.4	-	-	-	-	4 072 798	7.4	203 640	3 869 158	-
E. Contractual Services	0	-	-	-	2 365 936	100.0	-	-	-	-	2 365 936	4.3	946 374	1 419 562	-
F. Food Rations	836 296	8.9	-	-	8 517 244	91.1	-	-	-	-	9 353 540	17.1	7 482 832	1 870 708	-
G. Credit Line	-0	-0.0	7 778 910	55.2	6 301 090	44.8	-	-	-	-	14 080 000	25.7	-	14 080 000	-
Total Investment Costs	1 822 505	4.0	18 484 765	40.8	24 551 170	54.2	400 000	0.9	-	-	45 258 439	82.7	17 304 213	27 040 100	914 127
II. Recurrent Costs															
A. Salaries and Allowances	2 791 495	39.8	-	-	4 227 490	60.2	-	-	-	-	7 018 985	12.8	-	7 018 985	-
B. Incremental Operation and Maintenance															
1. Irrigation O & M	0	-	-	-	-	-	-	-	201 606	100.0	201 606	0.4	100 803	100 803	-
2. Vehicles O & M	281 499	40.7	-	-	410 274	59.3	-	-	-	-	691 773	1.3	415 064	172 943	103 766
Subtotal Incremental Operation and Maintenance	281 499	31.5	-	-	410 274	45.9	-	-	201 606	22.6	893 378	1.6	515 866	273 746	103 766
C. Other Operating Costs	643 132	40.7	-	-	936 066	59.3	-	-	-	-	1 579 198	2.9	157 920	1 184 398	236 880
Total Recurrent Costs	3 716 125	39.2	-	-	5 573 830	58.7	-	-	201 606	2.1	9 491 561	17.3	673 786	8 477 129	340 646
Total Disbursement	5 538 630	10.1	18 484 765	33.8	30 125 000	55.0	400 000	0.7	201 606	0.4	54 750 000	100.0	17 978 000	35 517 229	1 254 772



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

A. Project Coordination and Policy Guidance

1. The primary project area lies within the Bustan Extension and Branch 20 zones of Beheira Governorate, but as yet has no permanent local governance structure. The formation of a new Governorate has been mooted in the past for all the newland settlements in West Noubaria Region, but the concept has not yet come to fruition. At the current stage of settlement and development of the newlands, Beheira Governorate has only limited responsibility for activities in the project area. The responsibility for infrastructure development is vested in the General Authority for Rehabilitation Projects and Agricultural Development until the moment when the reclaimed land and the adjoining villages are handed over to the Mubarak Project. The Mubarak Project oversees the settlement process, but has extremely limited funds for the provision or maintenance of infrastructure and little capacity to implement development activities in support of settler households. These circumstances reinforce the rationale for the autonomy and jurisdiction of the PMU over project-sponsored investments.

2. The project will be implemented under the guidance of a national steering committee to be constituted by ministerial decree. The committee will give guidance on issues of policy and strategy consistent with national programming concerns and will facilitate and support the work of the project management team. It will also formally approve (and subsequently receive reports on) the composite AWPBs of the project. The composition of the committee will be such as to ensure top-level support from the relevant line agencies of Government. It will comprise high-calibre staff nominated by the minister, MALR, with the following representation: chairman, General Authority for Rehabilitation Projects and Agricultural Development; executive director, the Mubarak Project; secretary general, Beheira Governorate; a counsellor from the State Legal Council; supervisor, Central Administration for Foreign Agricultural Relations, MALR; head of international financing, Ministry of International Cooperation, and project manager, WNRDP, as member and secretary. The steering committee will meet once per year, preferably following the preparation of supervision mission reports by IFAD's cooperating institution so that current findings can be discussed and any issues resolved.

3. A local-level advisory panel will be convened by the project manager in consultation with the steering committee. Membership in the advisory panel will be open to the concerned authorities in the project area, in addition to contracted NGOs and farmers representatives. Its purpose will be to represent a similar range of interests to those of the steering committee, but at a more local level and with wider, more practical application to the routine management of the project.

4. During its regular meetings, the panel will review quarterly progress, analyse any deviations from project targets and approach and recommend remedial actions and review annual work plans and budgets, ensuring that any provisions for social facilities and services such as water and power supply, education and health facilities are consistent with the governorate plans and Government's budgetary provisions for staff and facility operation and maintenance over the longer term.

B. Project Management

5. The project manager will maintain executive authority over day-to-day project operations through the seven managers of the PMU. The managers, together with their specialist staff, will constitute a support services group and a technical management group. The support services group will be comprised of the financial controller, administrative manager, senior economist (monitoring and evaluation) and their respective professional support staffs. It will deal with all financial and administrative matters, the collation and analysis of management information and the preparation of statutory and occasional reports on project operations. The technical management group will be



APPENDIX VI

responsible for project investment activities, the coordination of the operations of implementing partners, including contract service providers, and technical support for field operatives at the zone and village levels.

6. The project manager will convene full meetings of the management unit initially on a weekly basis. Once project systems are in place, the project manager may find it more appropriate to hold meetings on a monthly basis, with additional ad hoc meetings as necessary. The project manager may request the participation of other management staff, external advisers or representatives of implementing partners as deemed necessary. The PMU has the independence and jurisdiction for ensuring efficient financing mechanisms and fund flows for approved activities and the ability to direct and control project affairs with an effective management style.

7. The project manager will be answerable for progress and performance to the minister, MALR, and at the local level will in effect become the advisor to the deputy minister responsible for the Mubarak Project on WNRDP affairs. This advisory relationship may need to be reviewed during the course of project implementation if the administration of villages in the newlands is changed, for example by the formation of a new Governorate. Operating within the policy guidelines of the steering committee, the terms and conditions of agreements with the financiers and a tripartite protocol for the project to be signed between the Government of Egypt, the Italian Government and IFAD, the PMU will have full authority for the execution of the work, including the establishment and oversight of subsidiary contract activities. Should there be any recourse to specialist legal advice in respect of contracted services, this will be hired from the private sector.

8. The technical managers will have administrative and technical responsibility for specialist personnel in their sections at headquarters and zonal level and will coordinate and facilitate the activities of implementing partners/contracted organizations. They will have direct contact with the Governorate and Mubarak Project authorities (including directors of the zones) and through them access to community and representative bodies in the villages. Their principal implementation concerns will be liaison with service providers and community and farmer associations, the provision of technical support to field operatives, the aggregation of work plans arising from the participatory village planning processes and the arrangement of appropriate responses and inputs, the arrangement and chairing of review workshops and seminars, the management of wider project initiatives including the arrangement and execution of studies and surveys, notably the baseline and needs-assessment surveys, periodic case studies and impact evaluation exercises, and oversight and administration of all downstream operations.

C. Phasing of Project Implementation

9. Following IFAD loan signature, Parliamentary approval of the loan will be sought in Egypt. The process may take several months, suggesting that the timing of IFAD loan effectiveness and the availability of IDS and other funds for the project will not be synchronized. Assuming that the project as designed passes IDS Approval Step 2, such funds will immediately become available to finance preparatory and set-up activities. The FAO Technical Cooperation Project will also be initiated at this time. Accordingly, the project will have two phases: a preliminary Initiation Phase of about a year, during which preparatory and set-up activities will be completed, and an Implementation Phase covering the remainder of the project period. For planning and cost estimation purposes, the Initiation Phase is assumed to correspond to project year (PY) 1.

Initiation Phase

10. The Government will recruit a project manager acceptable to IFAD and the Italian Government on a contract basis. At the same time, IFAD will arrange to hire a project expeditor familiar with IFAD investment projects to assist and advise the project manager in putting fundamental project



APPENDIX VI

arrangements into place. The project expeditor will be contracted for a six-month period. Associated costs for both the expeditor and the manager will be met initially from IDS funds. It is anticipated that office space, transport and essential equipment will be available in the former Newlands Agricultural Services Project office to enable the project manager and project expeditor to begin their tasks.

11. Early tasks in the Initiation Phase will include:

- (a) establishment of the project special account for IDS funds,
- (b) ensuring the identification of the project in the government budget for the fiscal year 2002/03,
- (c) convening an initial meeting of the project steering committee,
- (d) organization of the consultancies through which the detailed design of the credit wholesaling and credit retailing mechanism will be finalized,
- (e) on the basis of these designs and the Financial Brief – Information for Bidders, organization of the competitive processes for appointing the agent bank and credit retailers, establishment of the credit trust fund and constitution of the board of trustees for the trust fund,
- (f) organization and initiation of the household food supply programme,
- (g) initiation of design work for the upgrading of substandard housing,
- (h) contracting experienced NGOs to implement the community organization and development process (these may also be eligible to bid as potential credit retailing organizations),
- (i) preparation of the documentation for an initial round of procurement,
- (j) recruitment of senior project management personnel and thereafter specialist advisers in the PMU, technical officers at zonal level and village extension workers,
- (k) establishment of the project management information system, including accounting, administration and reporting procedures. Procedures will lay particular emphasis on the recording of information that will permit project performance to be evaluated in terms of the stated objectives, as well as in terms of physical and financial progress,
- (l) completion of a baseline survey in a sample of villages in the primary project area,
- (m) completion of a needs-assessment survey in the primary project area to establish, among other elements, the most suitable arrangement for the allocation of responsibilities for contracted NGOs and credit retailers (expected areas of geographical and technical coverage),
- (n) preparation of a draft project implementation manual,
- (o) drafting of the first year's AWPB,
- (p) completion of the FAO Technical Cooperation Project on preparatory work for irrigation and drainage activities under the project, including preparation of a reconnaissance report on drainage problems in the primary project area and the preparation of terms of reference for a detailed drainage study,
- (q) recruitment of consultants to carry out the drainage study, and
- (r) recruitment of other specialist consultants and consulting companies to assist in the design of systems associated with the marketing operations component and the enterprise development sub-component and begin the formation and training of WUAs.

D. Monitoring, Evaluation, Reporting and Supervision

Monitoring

12. A baseline survey will be conducted during the project initiation phase to develop a clear picture of the circumstances of the target population at the outset of the project. The baseline survey will be conducted in ten villages selected at random to represent the conditions found throughout the primary project area. The findings of the survey will be key measures against which future project



APPENDIX VI

progress will be assessed. In a separate exercise, a needs assessment will be carried out which will influence initial design and planning for project work programmes. Programmes will thereafter be subject to continual review and modification as part of the community mobilization and development process and project AWPB preparation.

13. Project monitoring at an overall level will be based on the logical framework (Appendix 3) and the AWPBs. The basic measurement period will be a semester. Monitoring will be action oriented to facilitate decision-making: the data to be monitored will be sensitive to change over relatively short periods so that the effects of changes can be measured and follow-up and corrective action can be taken as necessary by project management. Monitoring will take place at several levels, from the village and community association levels to zonal and PMU levels. The most specific indicators of progress (including those selected by the beneficiaries themselves during interactions with project implementation partners) will be used at the local level, and increasingly broad indicators will be used higher up the system as required for the project management information system. The senior economist in the PMU will hold quarterly progress monitoring meetings with the technical management team and directors general of the project zones. Participation in one of the meetings will be broadened to constitute an annual review workshop involving the project manager, the executive director of the Mubarak Project and representatives of other key project stakeholders, including the beneficiaries. The workshop will be timed to allow outcomes to contribute to the preparation of the AWPB for the following year. The workshop will review implementation approaches, component performance, operating procedures and the effectiveness of project organizational arrangements.

14. The documentation to be prepared by partner NGOs associated with the planning, implementation and certification of the completion of village activities will provide the means for project management to verify actions and outcomes and hold partners in the investment process to task. Technical personnel at zonal and project management levels will guide implementing partners in monitoring procedures in accordance with the procedures laid down in the project implementation manual. Field operating procedures will be designed in part to guarantee that beneficiaries become proactive in monitoring and reviewing project performance as part of the community organization and development process and thereby exert an influence on the content of future activity of programmes in their locality.

15. At the zonal level the respective officers in charge of technical activities will have the responsibility, as part of her or his routine duties, to report on progress to the director general of the zone and, in composite summary form, to the relevant manager in the PMU. At the PMU, the senior economist and the monitoring and evaluation officers will collate and distil information from field operatives and implementing partners and prepare consolidated reports. Reports will illustrate actual achievements against AWPB targets for works completed, activities performed, input delivery and production outputs. The reports will be incorporated into biannual progress reports to the project manager, and thence forwarded to the advisory panel, steering committee and cofinanciers. The AWPB for the following year will be attached to the annual progress report. A list of monitoring and evaluation indicators will cover community organization and development at various stages (at the early stages of mobilization and at the consolidation stage). Indicators regarding social infrastructure services and support, technical operations, credit facilitation and marketing operations have also been developed. Special indicators regarding project impact have also been formulated. The monitoring and evaluation reports will be prepared on the basis of baseline surveys and ongoing surveys, as well as case studies to be completed periodically over the duration of the project. In order to ensure that project monitoring and evaluation are an integral part of the logical framework of the project, a dynamic planning and implementation process has been formulated.

16. The PMU will provide the Government of Egypt, the Italian Government representation in Egypt, IFAD and the cooperating institution with semi-annual progress reports on project implementation. These will be submitted within one month of the end of the period to which they



APPENDIX VI

relate. As a contribution to transparency and accountability, the annual progress report will be in the public domain and will be published in English and Arabic for distribution to stakeholders. Abstracts from the report will be circulated to communities in the project areas. The PMU will also prepare and submit other reports and information relating to the project that IFAD may reasonably request.

17. Reporting formats at all levels will be compiled specifically for the project. Designs will be based on those used under the Newlands Agricultural Services Project and other similar projects and will be in line with established MALR documentation requirements, but will reflect the specific information requirements of WNRDP.

18. Consultants conducting independent assessments of WNRDP field operations or those involved in other specially commissioned studies or surveys will present their findings to the project manager through the relevant technical manager in the PMU. Details of the reporting requirements will be included in the terms of reference of consultants and specified in their contracts of engagement.

19. A mid-term review will be carried out in PY4. This will not only review the physical and financial progress of project activities, but also include an interim assessment of the impact of interventions in relation to the stated project objectives, the pre-established indicators of benefit and impact and the key parameters measured in the initial baseline survey. The review will assess the degree to which the underlying principles of the project (participatory approach, gender equitability in the access to project resources and benefits and commercialization in project institutional arrangements and investment activities) have been introduced and upheld during the course of implementation. The review will take advantage of the outcomes of independent beneficiary impact assessments to be carried out by locally contracted consultants. The outcome of the review will have a bearing on the direction and content of the WNRDP during the remainder of the project period. In particular, it will examine the status of the IDS funding and make recommendations on any necessary adjustments in project financing arrangements.

20. The review will also pay particular attention to:

- (a) the effectiveness of WNRDP approaches and implementation arrangements in serving the interests of settlers in the newlands,
- (b) aspects of social cohesion within and among communities,
- (c) the attitudinal change engendered among field operatives in their role as facilitators and promoters of commercial linkages,
- (d) the benefits derived by the target population from the investment activities facilitated by their enhanced access to credit and
- (e) the need and the scope for design modifications to improve targeting and impact.

21. Within three months of the completion of the project, the MALR will submit to the cofinanciers a Project Completion Report detailing, among other things information on the implementation status of the project, the disbursement history of loan, debt-swap and counterpart government funds, and the extent to which the objectives of the project have been accomplished. The completion report will also analyse and verify all previous studies and progress reports and draw overall lessons from the implementation experience. The external financiers will arrange for an independent assessment of project performance after project closure. National or international consultants will be retained to draft papers on the project impact and the achievement of project objectives from the perspective of the beneficiaries and the local institutions involved in project implementation. The scope for the continuation, adaptation, expansion and replication of the project activities will be specifically highlighted in both the interim and project completion assessments.



Supervision

22. IFAD will appoint a cooperating institution – UNOPS – to supervise the WNRDP in accordance with the terms and conditions of the Loan Agreement. The Ministry of International Cooperation, in consultation with the MALR, will be responsible for coordinating IFAD/UNOPS missions. Missions to Egypt and the project area will be made at six-month intervals. The PMU will provide logistical support and arrange to supply all information and reports required by supervision missions so as to include, but not necessarily be restricted to, (a) the implementation status of project components, (b) financial records of disbursement and procurement for all WNRDP-associated accounts, (c) the reports of the board of trustees for the credit trust fund and of the agent bank responsible for trust fund administration and (d) the status and effectiveness of project organization and administration. For all such missions, the MALR will assign a senior counterpart from its Central Administration for Foreign Agricultural Relations Department to participate in the reviews.

23. The routine responsibilities of UNOPS will concern aspects related to IFAD loan administration and the operation of the special account. However, during the course of supervision, they will be required to examine the overall implementation status of the project in relation to its stated objectives from technical, financial and administrative perspectives. Supervision missions will examine adherence to loan covenants and financing agreements and the underlying principles of the project and attempt to resolve any problems that might arise during the course of implementation. Supervision reports will be made available to cofinanciers and the project manager within three weeks of supervision missions so that any follow-up actions can be promptly taken.

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

A. Financial Analysis

1. The objectives of the financial analysis are to assess the financial viability of the improved production technologies and enterprise development opportunities that will become more readily accessible to the target population as a result of project interventions, examine the financial impact of investment opportunities at the household level, define the amount and phasing of finance required for seasonal, medium and long-term credit, and establish the framework for the economic analysis of the project. The financial analysis relates directly to the investments made in irrigation, agricultural extension, marketing and credit administration. Technical justification for proposed interventions is set out in Annexes I to IV of the appraisal report.

2. Information on the farming systems in the project area and its vicinity is reflected in the key parameters used to develop illustrative crop budgets, livestock enterprise models and aggregate farm models. Detailed physical and financial parameters are presented in Annex VI of the appraisal report for 10 crop budgets, 11 livestock enterprises and 6 farm models. The crop budgets and livestock enterprise budgets reflect the production characteristics and potentials in the project area, while the farm models are considered representative of the principal differentials in the production system. The farm models account for farm-generated income and therefore represent only partial models of household income, which will often be supplemented from other sources, such as off-farm employment. The main indicators for assessing the financial results are the incremental benefits of crop and animal products and the returns to family labour. An assessment is also made of the influence on the level of household food self-sufficiency.

3. The basic information embedded in the models for labour requirements and wages, yields, input use and prices, machinery and energy requirements, the farmgate and market prices of produce and farm-to-market transport costs results from field investigations during formulation and appraisal. The prices used in the financial analysis represent estimates of average seasonal prices based on field research and agricultural department data. At present, the market price of labour in rural areas ranges from EGP 6 to EGP 8 per day. The opportunity cost of family labour has been valued for the financial analysis at EGP 7 – the prevailing wage for hired labour in agriculture – as a proxy for the private price of family labour.

4. The major assumptions for the project are that (a) yield increases are in the range of 40-60%, (b) in most cases, fertilizer application rates almost double, (c) appropriate use is made of plant protection chemicals, (d) mechanization services are readily obtainable, particularly through improved access to seasonal loans, resulting in better land preparation, and more timely planting and harvesting, (e) there is provision of improved seed and seedlings and (f) in the irrigated areas the rehabilitation of the irrigation systems will raise water-use efficiencies. The yield assumptions used in the crop budgets are given in Table 1.

Table 1: Yield Assumptions – Crop Budgets (kg/fd)

Item	Without Project	With Project	Increments	% Change
Winter Wheat	1 000	1 500	500	50%
Winter Berseem	5 500	9 000	3 500	64%
Winter Faba Beans	425	600	175	41%
Winter Potatoes	7 500	12 000	4 500	60%
Summer Tomatoes		8 000	8 000	
Summer Melons		950	950	
Summer Maize	2 000	3 000	1 000	50%
Summer Groundnuts	750	1 200	450	60%
Summer Fodder	5 000	8 000	3 000	60%
Citrus		10 000	10 000	

APPENDIX VII

5. Table 2 compares income per feddan in the “without the project” and “with the project” situations for each crop budget. Incremental increases are expected to range from EGP 42 for faba beans to EGP 3 066 for citrus, the largest gains being achieved for those crops likely to benefit most from improved irrigation.

6. A further set of models has been drawn up for a range of livestock enterprises appropriate to farming circumstances in the newlands. In summary, significant financial benefits are expected to accrue to individuals investing in typical forms of crop and livestock enterprises. Financial analysis shows that households are able to service the loans required. The positive cash flow after financing in the first year of the activity is an important feature of several of the activities. The majority of the models show that incremental benefits after financing will begin in the first year; therefore, no internal rate of return could be calculated. Sensitivity analysis shows that the models will remain attractive even if costs increase or benefits decrease.

Table 2: Financial Returns: Crop Production Models (EGP/fd)

Crops	Returns/fd (EGP)			Returns/family labour day (EGP)		
	Without Project	With project	% change	Without project	With project	% change
Winter						
Wheat	95	186	95.8	10	13	30.0
Berseem	37	107	189.2	3.1	6	93.5
Faba Beans	57	99	73.7	4.4	7.1	61.4
Potatoes	1485	2356	58.7	33	39	18.2
Summer						
Melons	0	1585		0	35	
Maize	362	593	63.8	36	46	27.8
Groundnuts	532	924	73.7	19	22	15.8
Fodder	2458	4052	64.8	246	289	17.5
Citrus (Drip System)	0	3066		0	160	
Tomatoes	0	620		0	16	

7. The farm models combine crop budget information in typical farming situations and, where appropriate, include the effects of incorporating a small-scale livestock enterprise. Six farm models represent typical farming opportunities in the project area, namely:

- (a) Unimproved irrigation system (2.5 fd)
- (b) Unimproved irrigation system (5.0 fd)
- (c) Unimproved irrigation system with horticulture (2.5 fd)
- (d) Unimproved irrigation system with horticulture (5.0 fd)
- (e) Improved irrigation system with horticulture (2.5 fd)
- (f) Improved irrigation system with horticulture (5.0 fd)

8. The cropping patterns and detailed assumptions about livestock introduction, family labour availability, off-farm employment, credit need and terms, by-product use and on-farm consumption for each of the models have been calculated “without the project” and “with the project”. The results of the models are summarized in Table 3.

Table 3: Summary of the Results of Farm Models

Farm Models	Net Income (EGP)			Family Labour (Days)		Incremental labour days	With Project Returns per Incremental Labour Day (Family) EGP/Day)
	Without Project	With Project	% Change	Without project	With project		
Model 1*	2502	6300	152%	66	281	215	29
Model 2*	5005	9985	100%	132	382	250	40
Model 3*	2387	6012	152%	72	323	251	24
Model 4*	4774	13172	176%	143	250	107	123
Model 5	3238	4748	47%	83	166	83	57
Model 6	6475	10361	60%	165	362	197	53

* Incorporates a livestock raising enterprise.

9. Net incomes increase substantially in the “with project” situation in all models. In Models 1-4, which incorporate a small livestock enterprise, the requirement for family labour inevitably rises substantially. However, the analysis illustrates the underemployment of family labour in the “without the project” situation, especially for households on farms of 2.5 fd. For a two-adult person household, the number of family-days labour required remains below that for an average working year of 250 days per person. The financial returns per incremental family labour day in the “with the project” situation are attractive, ranging from EGP 29 to EGP 123, equivalent to between three and 17 times the opportunity cost of labour. The high return for Model 4 compared to Model 3 reflects the opportunity of including a higher proportion of horticulture crops on a 5.0-fd farm. The returns per incremental labour day in Model 6 “with the project” reflect the higher labour requirement and production cost of orchard crops. For the more disadvantaged households (for example, woman-headed households with limited labour availability), the returns are sufficient to permit the hiring of additional labour as necessary.

10. Across the primary and secondary project areas, the incremental demand for labour for farming-related activities in these improved systems is substantial, representing about 3.4 million person days of combined family and hired labour. This is equivalent to full-time employment for some 13 400 people. The labour demand will be met from increased efficiencies per family labour-day and the hiring of labour among unemployed or underemployed adults and youths in the vicinity.

B. Economic Analysis

11. In the estimates of the likely economic returns, the period of analysis has been set at 20 years to account for the phasing of household participation and for the gestation of several of the possible types of farm/household improvements. The analysis identifies quantifiable benefits and costs that relate directly to the activities undertaken in the components or that can be attributed as a consequence of project implementation. The UN Development Programme/FAO comparative advantages study indicates that the prices estimated for outputs and tradable inputs are distorted by approximately 10%, reflecting an even higher negative protection. Adjustments for economic prices are made using the conversion factors or border prices. The economic value of water costs as domestic resources is based on the FAO estimates and equal EGP 0.07/m³. FAO estimates are also used to evaluate the costs of machinery services, water pumping and land. All values are given in constant September 2001 prices.

12. The incremental benefit stream comprises the economic net value of the production of the farms expected to take up the improved production opportunities. It is assumed that all of these farms will achieve the full-development output levels. These farms represent full adopters of the technology, as well as beneficiaries of project credit. Partial adopters will also gain benefits on a wide scale, but these are ignored for the purpose of the analysis. Family labour is valued at EGP 7, a figure representative of the daily agricultural wage during the peak season, this being considered a good estimate of the opportunity cost of labour and its marginal value product. This wage assumes that other opportunities for off-farm income will develop over the course of the 20-year period.



APPENDIX VII

13. The incremental cost stream has been calculated by removing price contingencies and taxes. No residual values on capital investment items have been assumed. The farm models developed above form the basis of the analysis; these costs exclude any financial charges such as the principal and interest paid on credit, but include the opportunity cost of labour. In addition to the costs of individual household production, the analysis includes (a) the project costs for extension services, (b) support for the establishment of credit institutions, excluding the credit fund, which is already accounted for in the analysis, (c) water management, (d) marketing services development, (e) social infrastructure and services, (f) community organization, and (g) food supply and the costs of institutional support.

14. Given the above streams of activity benefits and project costs, the base EIRR is estimated at 20.1%.

15. Sensitivity analysis shows that, given the present low levels of productivity of farm households in the “without the project” situation, the estimated returns can fall within a fairly large margin and still produce a positive result. The results of the sensitivity testing on the internal economic rates of return reflect the effect of potential adverse changes in key variables. These include a 10% decrease in benefits, a 10% increase in costs and various possible delays in the initiation of benefits. The results are as follows.

Base EIRR 20.1%

a)	Benefits Decrease by 10%	18.3
b)	Costs Increase by 10%	18.5
c)	Combined Decrease in Benefits and Cost Increase by 10%	16.7
d)	Benefits Delay by 1 year	17.2
e)	Benefits Delay by 2 years	14.9

16. The switching value for total project benefits is 28%, while it is approximately 20% for project costs. A fall in total project benefits by 20% and an increase in project costs by the same proportion reduce the base EIRR to 13.6%. The sensitivity analysis indicates that the project is relatively robust and will remain economically viable under most foreseeable adverse conditions.